



Faute de réforme sérieuse, la faillite annoncée de l'assurance-maladie

J'ai pense longtemps que le système de [santé] français s'adapterait et qu'il conserverait ses indéniables et rares qualités : une quasi-absence de barrière dans l'accès aux soins, la possibilité offerte à tous de consulter un corps médical d'une grande compétence, la liberté de choix des malades, l'existence d'un service d'urgence unique, un système exemplaire de prise en charge de la maladie mentale.

Puis, bien avant la crise, voyant venir les problèmes qu'allait poser à la Sécurité sociale l'arrivée à l'âge de la retraite de la génération du baby-boom, j'ai espéré que les réalités financières de l'assurance-maladie seraient prises en compte, ce ne fut pas le cas. Aujourd'hui, il est trop tard. Le système ne se reformera pas, il y aura donc rupture et drame dans trois, quatre, cinq ans peut-être, pas plus.

La droite au pouvoir a démontré son incapacité en la matière, la gauche n'a pas ébauché le commencement d'une politique qui pourrait maintenir les principes – bien entendu pas les modalités – du système actuel. En effet, si elle vient au pouvoir, elle sera prise entre son désir de maintenir l'emploi et la rémunération des acteurs du système et celui de permettre à tous d'accéder encore, sans barrière financière, aux soins médicaux.

Or la nécessaire augmentation des impôts et des cotisations sociales ne satisfera jamais les appétits des uns et les justes exigences des autres. Un gouvernement de gauche attendra donc, jusqu'au jour où il sera contraint. Il ne suffit pas de répartir la richesse, encore faut-il la produire. De même, pour traiter de la maîtrise des dépenses de santé, encore faut-il considérer que c'est un problème.

Notre système de santé, nous dit-on, manque d'argent. Il est vrai que certains hôpitaux publics menent la politique la plus stupide qui soit en bloquant leurs investissements, que le revenu des généralistes n'est pas honorable compte tenu de leur charge et de la durée de leur vie professionnelle, que certains Français retardent – pour des raisons finan-

Jean de Kervasdoué

Ancien directeur des hôpitaux, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

cières – leur visite chez le médecin ou le dentiste, que l'équipement de la France en matière d'imagerie médicale la situe après la Turquie, que mais notre système est aujourd'hui le plus cher au monde, après celui des États-Unis. Il a dépassé l'Allemagne et la Suisse qui, eux, n'ont pas accumulé de dettes et, si la France prenait exemple sur le

« Je ne vois pas comment on pourrait éviter la baisse des pensions et des salaires des fonctionnaires »

pays où l'on vit le plus vieux au monde (le Japon), elle consacrerait 50 milliards d'euros de moins à ses dépenses de santé.

Un système n'est pas meilleur parce qu'il est plus cher. La valeur d'un système de soins se mesure, même si c'est difficile, par sa contribution à la santé, au bien-être de ceux qui en bénéficient. Pourtant les Français sont toujours persuadés que plus les dépenses de soins augmentent, meilleure est leur santé. Coûteuse et fatale illusion. Comme, par ailleurs, ils croient qu'il y a une entité abstraite qui n'est pas eux qui s'appelle la Sécu, que celle-ci peut sinon infiniment vivre à crédit du moins trouver d'autres victimes qu'eux-mêmes – les riches, le grand capital, les plus-values des traders –, ils ne sont pas préparés à limiter leurs dépenses.

Le gouvernement vient de présenter, avec des hypothèses optimistes, 23 milliards d'euros de déficit du régime général pour 2011,

soit un montant équivalent à la moitié des recettes de l'impôt sur le revenu. De surcroît, même si la croissance dépassait 2% entre 2010 et 2013, cette année-là, le déficit du régime général dépasserait 40 milliards d'euros, dont un peu moins de la moitié attribuable à la maladie.

Or, que nous présente-t-on comme économies pour 2011 ? 2,5 milliards d'euros, soit le montant de la marge d'erreur entre la réalité et les dernières prévisions des recettes de l'assurance-maladie pour 2010 ! Néanmoins les corporations touchées se font entendre, les Français soulignent que l'accès aux soins est de plus en plus difficile, les assureurs complémentaires annoncent que les cotisations vont augmenter du fait des baisses de remboursement des médicaments. Et on est loin, très loin, du compte.

Nous savons pourquoi ce système est cher : trop d'hospitalisations, trop d'hôpitaux, trop de médicaments, trop d'actes faits et refaits, mais les réformes de structure prennent temps et conviction. Quant à la loi dite Bachelot, le gouvernement, après avoir annoncé qu'il fermerait 180 services de chirurgie, a reculé son application d'un an, comme s'il était crédible que 180 circonscriptions électorales soient touchées quelques semaines avant les élections présidentielles de 2012 !

La seule incertitude est donc de savoir si ce sera l'Eurogroupe qui obtiendra de la France en 2013 qu'elle respecte le pacte de stabilité au nom de la tenue de la monnaie ou si ce seront les marchés qui imposeront cette contrainte en dégradant la notation de notre pays. Dans tous les cas, je ne vois pas comment on pourrait un jour proche, en France comme aujourd'hui en Espagne, éviter la baisse des pensions et des salaires des fonctionnaires. J'aimerais que cela se fasse au nom de la solidarité. Ce sera, je le crains, au nom des marchés et l'on aura tout perdu car alors, bien entendu, les dépenses de santé n'ayant cessé de croître, l'assurance-maladie remboursera encore moins qu'aujourd'hui. ■